

Brochure n° 3117

Convention collective nationale

IDCC : 843. – **BOULANGERIE-PÂTISSERIE**
(Entreprises artisanales)
(20^e édition. – Mars 2004)

ACCORD N° 41 DU 15 SEPTEMBRE 2005
RELATIF À LA RÉMUNÉRATION HORAIRE À PARTIR DU 1^{ER} OCTOBRE 2005
(RÉGION PARISIENNE)

NOR : ASET0551171M

IDCC : 843

Entre :

La chambre professionnelle des artisans boulangers-pâtisseries de Paris, des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, 7, quai d'Anjou, 75004 Paris ;

La fédération de la boulangerie-pâtisserie de l'Essonne, du Val-d'Oise et des Yvelines, 1 bis, rue Guilloteaux-Vatel, 78150 Le Chesnay ;

D'une part, et

La fédération générale travail alimentation (FGTA) CGT-FO, 198, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14 ;

La FNAA CFE-CGC, 59-63, rue du Rocher, 75008 Paris,

D'autre part,

Aux termes d'une réunion de la commission paritaire régionale en date du 15 septembre 2005, réunie pour examiner notamment la revalorisation du salaire horaire minimum régional à compter du 1^{er} octobre 2005, les parties se sont rapprochées et ont décidé ce qui suit :

Article 1^{er}

Le salaire horaire de la région Ile-de-France est fixé ainsi qu'il suit, à partir du 1^{er} octobre 2005.

Pour chacun des coefficients hiérarchiques déterminés par accord national du 23 décembre 2002, la valeur monétaire du point est fixée à 0,04255141 et la valeur monétaire de la constante est fixée à 1,4874516.

Article 2

En application de l'article 1^{er}, le salaire horaire minimum de la région Ile-de-France, à partir du 1^{er} octobre 2005, est de :

a) Pour le personnel de fabrication

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE (en euros)
155	8,08
160	8,30
170	8,72
175	8,93
185	9,36
190	9,57
195	9,78
240	11,70

b) Pour le personnel de vente

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE (en euros)
155	8,08
160	8,30
165	8,51
170	8,72

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE (en euros)
175	8,93
180	9,15
185	9,36
190	9,57

c) Pour le personnel de service

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE (en euros)
155	8,08
160	8,30
170	8,72

Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} octobre 2005.

Article 4

Les parties soussignées solliciteront l'extension du présent accord auprès du ministère du travail.

Fait à Paris, le 15 septembre 2005.

(Suivent les signatures.)